

**Ecrit sur l'action**

**PROJET SCIENCES PO**

**Académie de NANCY METZ**

**LYCEE SAINT-EXUPERY FAMECK (juin 2006)**

<p><b>Partenariat avec l'IEP de Paris dans le cadre de la procédure «Conventions Education Prioritaire»</b></p>
---

**Annexe 3** : exemple de synthèse et de réflexion rédigées par une élève.

# SYNTHESE

## La mort de Yasser Arafat est-elle un tremplin vers la paix tant espérée et si souvent ratée ? Quels espoirs pour 2005 ?

### INTRODUCTION

#### I. Un enjeu pour la paix : la situation de la bande de Gaza

- A. La préparation d' un désengagement unilatéral...
- B. ...menacé par des réactions passionnées

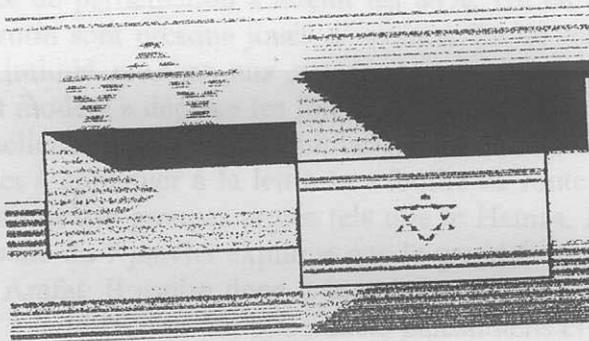
#### II. Mahmoud Abbas : entre optimisme et utopie

- A. Un candidat pragmatique et modéré...
- B. ...se « heurtant » à de nombreux problèmes

#### III. Nouvelle ère ou vieille rengaine ?

- A. Des lueurs d' espoir...
- B. ...dans l' obscurité des affrontements qui perdurent

### CONCLUSION



## SYNTHESE

Le conflit israélo palestinien a profondément marqué les relations internationales de ces dernières décennies. La mort de Yasser Arafat, leader incontesté de la cause palestinienne, en novembre dernier semble ouvrir une période d'incertitude. La mort de Yasser Arafat est elle un tremplin vers la paix tant espérée et si souvent ratée ? Quels espoirs pour 2005 ?

Un des enjeux majeurs de l'instauration d'une paix durable est le règlement du problème des implantations israéliennes dans la bande de Gaza, théâtre des affrontements qui ont stigmatisé les relations israélo-palestiniennes. Le projet de désengagement unilatéral de la bande de Gaza d'Ariel Sharon prend forme à la knesset. Ainsi dans *Libération*, le 20 décembre 2004, une « réconciliation générale entre les travaillistes et Ariel Sharon » est annoncée. Le Likoud, les travaillistes et les orthodoxes ashkénazes du Judaïsme unifié de la Torah formeront « une coalition d'union » afin de mener à bien le désengagement de la bande de Gaza, le Likoud disposant alors d'une majorité de députés. Tout laisse à penser que le désengagement sera effectif, en ce sens on parle même « d'euphorie » chez les travaillistes. Cependant, un article paru dans *Les dossiers de l'actualité* donne une vision beaucoup plus sceptique des bonnes intentions du premier ministre israélien, Ariel Sharon. La journaliste y rapporte les propos de Neve Gordon, professeur de sciences politiques, selon qui, le désengagement de la bande de Gaza ne serait qu'un moyen de légitimer la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est et de participer à la réalisation du rêve d'« Eretz Israël ». le grand Israël : « cette clause légitimise la demande d'annexion (...) Ce qui permettra de fournir un statut légal à près de 220 000 colons installés en Cisjordanie et à 180 000 autres à Jérusalem-Est. ». De plus, la journaliste parle de « climat de guerre » quant aux réactions passionnées que le plan déclenche.

En effet, le quotidien *Le Monde* souligne l'importance du radicalisme manifesté par les colons israéliens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza qui appellent à la désobéissance de Tsahal. L'Etat déplore ce comportement qui « met en péril la sécurité et l'existence d'Israël » et l'armée le condamne. Cependant, une organisation d'extrême droite annonce avoir récolté 5000 signatures de soldats répondant aux appels à la sédition. On craint de violents heurts d'autant plus que les colons organisent un mouvement de désobéissance civile. D'autre part, *Le Figaro* met l'accent sur les attaques palestiniennes et les incursions israéliennes dans le camp de réfugiés de Khan Younes dans le sud de la bande de Gaza qui compromettent elles aussi le retrait, Ariel Sharon ayant annoncé qu'il « ne se fera en aucun cas sous le feu ».

Côté palestinien, les élections prévues le 9 janvier 2005 approchent, les résultats eux aussi seront cruciaux quant à l'avenir des relations israélo-palestiniennes. Dès le 25 décembre 2004, *Libération* présente Mahmoud Abbas comme grand favori, le Fatah ayant remporté la première des municipales partielles. Le Fatah était en compétition avec le mouvement islamique du Hamas, le taux de participation a atteint les 84%. Un chiffre plutôt optimiste même si les résultats du scrutin sont presque joués d'avance. En ce sens, *L'Express* du 3 janvier propose un article intitulé « Abbàs aux portes du pouvoir ». Ovationné, adulé le candidat dit « pragmatique et modéré » déplace les foules malgré les difficultés de circulation en raison des contrôles israéliens. Il prône la démilitarisation de l'Intifada, se dit prêt à négocier avec les israéliens et à appliquer à la lettre la « feuille de route »; propos en totale contradiction avec les aspirations des groupes armés tels que le Hamas. Aussi, un article de Gilles Paris paru dans *Le Monde* du 7 janvier explique que le grand favori des palestiniens se présente en continuateur d'Arafat. Il aspire donc à la création d'un état aux frontières de 1967, au retour des réfugiés, à la libération des prisonniers palestiniens et au respect de la loi tout en étant conscient que ce ne sera pas une simple tâche que de tenir tous ces engagements.

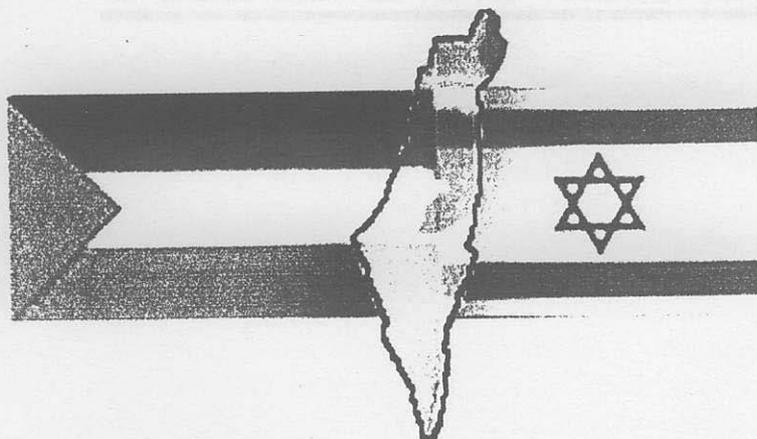
En effet, même cet artisan de la paix d'Oslo soutenu par les occidentaux, s'il est élu, risque de se heurter à de nombreux problèmes c'est ce qu'un journaliste palestinien de Ramallah dénonce avec ironie dans le journal *Al-ayyam*. Il se livre à une énumération sans fin des problèmes auxquels le futur élu aura à faire face : « le mur d'apartheid », les colonies, les réfugiés, Jérusalem, l'économie, la reconstruction du port et de l'aéroport de la bande de Gaza détruits par les israéliens. Il dénonce aussi l'incapacité du peuple palestinien à réagir avec « analyse », préférant « le vacarme et les nuisances ». La chute de l'article est pour le moins étonnante et pessimiste « Que Dieu ait pitié de lui (le futur président) ! », l'ironie tend vers le cynisme. Mais les problèmes des palestiniens sont une réalité, c'est ce qu'illustre le *New York Times* dans un article daté du 29 décembre 2004. Le maire de Jarrys (Cisjordanie), M. Salim, s'intéresse aux élections, mais ce qui l'embête le plus ce sont les problèmes que lui et sa ville vivent au quotidien. Coupés des accès à l'eau et à leurs terres par le mur de séparation érigé par les israéliens une partie de la population de Jarrys est asphyxiée ne pouvant plus se rendre sur ses terres. M. Salim ne peut plus se rendre à son oliveraie, quant à M. Omar, il n'arrive pas à écouler régulièrement sa production à cause des restrictions imposées aux déplacements des palestiniens en Cisjordanie. L'économie est au plus mal.

Cependant, des lueurs d'espoir apparaissent en ce qui concerne le futur règlement du conflit. *Libération* annonce dans un article du 23 décembre 2004 que Tony Blair prévoit la tenue d'une conférence à Londres en mars prochain. Ce dernier ne voulant pas manquer une chance historique de percée souhaite coordonner la mise en œuvre des réformes politiques palestiniennes afin de revenir à la feuille de route dans le futur lorsque le terrorisme et la violence auront été éradiqués. Selon *Le Monde*, le futur probable chef de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas souhaite relancer le processus de paix et mettre fin au « chaos des armes » en affirmant qu'il ne veut rien de plus que ce que dit la communauté internationale tout en étant conscient de la difficulté de la tâche qui risque de l'attendre s'il est élu. D'ailleurs il se heurte déjà à une équation semblable à celle que Yasser Arafat n'est jamais parvenu à résoudre : contrer les islamistes radicaux et imposer aux palestiniens les sacrifices qu'impliquera la reprise du processus de paix. *Le Figaro* rapporte que Mahmoud Abbas aurait rencontré, à Damas, le chef du Hamas, Khaled Mechaal, dans le but d'instaurer une trêve avec Israël en vain. Il souhaiterait rétablir l'unité nationale et l'arrêt des violences, conditions *sine qua non* à la remise en route d'un processus de paix et au désengagement de Gaza.

Même si globalement les affrontements entre israéliens et palestiniens ont baissé, ils continuent de nuire à la paix. Par exemple, le site d'information du journal israélien *Haaretz* relate qu'au moins dix soldats israéliens ont été blessés lors d'une attaque souterraine à la bombe à un poste de contrôle au niveau de la frontière entre la bande de Gaza et l'Égypte le 12 décembre 2004. L'attentat a été revendiqué par les faucons du Fatah et la Hamas en réponse à ce qu'ils nomment « l'assassinat de Yasser Arafat ». Tsahal répond à cette attaque à Khan Younes : cinq écoliers sont blessés. En outre, début janvier, un article paru dans *Libération* rapporte des faits similaires. Au nord de la bande de Gaza sept jeunes palestiniens sont tués par l'armée israélienne en réplique à des tirs de mortier. Ce drame intervient en plein « bras de fer » entre Abbas et le Hamas pour la démilitarisation du conflit.

La mort de Yasser Arafat semble ouvrir une nouvelle ère pleine d'espoir mais sclérosée par un passé trop lourd. Mahmoud Abbas, futur probable président, est une bouffée d'air frais qui malheureusement se heurte à des problèmes cristallisés à travers les ans : l'amour d'une terre (colons juifs et paysans palestiniens), la vengeance (terrorisme et incursions armées), l'espoir (« Eretz Israël » et l'État palestinien)...Seule une équation permet de comprendre

pourquoi les passions sont plus fortes que la raison dans ce conflit : « **une terre deux fois promise trois fois sainte** ».



# REFLEXION

# PERSONNELLE

Le conflit israélo-palestinien est un conflit qui a marqué l'histoire de notre époque. Il est le résultat de la lutte pour la reconnaissance et l'autonomie d'un peuple. Le conflit a été alimenté par des facteurs historiques, géographiques et politiques. Il est devenu un enjeu international majeur, impliquant des millions de personnes dans le monde entier.

Jerusalem, la ville sainte, cristallise le conflit depuis des siècles. Pour les juifs du monde entier, Jérusalem est la capitale « une et indivisible » du « Grand Israël », auquel ils aspirent depuis toujours. La prière « P. se proclame à Jérusalem » rappelle cette soit inextinguible d'un retour à la terre promise comme pour rendre une vengeance contre l'histoire qui a fait de ce peuple juif, le peuple élu, un peuple martyr, un peuple coupé de ses racines, de son patrimoine historique. Cependant, ce peuple n'a jamais abandonné cette terre qui lui a permis de concrétiser son rêve de toujours, la création d'un Etat juif en Palestine, mais c'est précisément cette même terre qui, aujourd'hui, est une entrave à la paix. Les deux camps, les Israéliens qui voudraient à tout prix imposer leur vision d'un Etat juif et les Palestiniens qui veulent à tout prix imposer leur vision d'un Etat palestinien, se disputent Jérusalem. En 1947, lorsque l'Assemblée générale des Nations unies a voté le plan de partage de la Palestine, Jérusalem fut placée sous un régime international garantissant à chacun la libre accès aux lieux de culte. C'est en effet en 1967, pendant la guerre de six jours, que l'armée israélienne a pris le contrôle de la totalité de Jérusalem (est et ouest). Plus tard de multiples accords garantissent la création d'un Etat palestinien à sa tour capitale Jérusalem-Est. Cependant, les organisations internationales à Jérusalem-Est sont nombreuses et des quartiers ont été créés par les occidentaux et la ligne verte (la ligne de démarcation tracée après la guerre de 1967) a été élargie de plus en plus le long des murs de la vieille ville au profit des nombreux travaux d'infrastructure entreprise par les autorités israéliennes au bénéfice des populations juives. De plus, aujourd'hui, 54% des terres de Jérusalem sont classées parmi les « espaces verts », il est donc interdit pour les palestiniens d'y construire, c'est pourquoi ces espaces verts que les colonies ont été bâties et élargies. Israël a recours à des restrictions économiques étouffantes pour les palestiniens. Pourtant, grand nombre de facteurs pourraient pousser Israël à se retirer de Jérusalem-Est. L'occupation ne peut en accroître la motivation des palestiniens à frapper Israël. Qui plus est, l'explosion démographique palestinienne laisse à penser que d'ici 2020 les juifs ne représenteront plus que 62% de la population de Jérusalem, ce qui pourrait remettre en cause leur souveraineté. Enfin, Jérusalem-Est est une ville particulièrement peuplée, il faudrait donc que l'Etat israélien dépense des millions pour y faire fonctionner le réseau de voirie. Le retrait israélien de Jérusalem-Est serait donc une condition à la paix mais il faudrait pour cela que palestiniens et israéliens parviennent à oublier les maux de leurs passées existentielles.

Le problème de Jérusalem qui demeure le cœur du conflit est un problème de reconnaissance pour le moins pressante qui se situe à l'échelle de l'histoire palestinienne. Après les guerres israélo-arabes et notamment celle de 1967, les résolutions des Nations Unies décrivent une Palestine constituée de la Cisjordanie, du Sud et du Nord de Jérusalem et de la bande de Gaza. Néanmoins, la Palestine n'est reconnue que par une série de tâches qui constituent

## REFLEXION PERSONNELLE

« Une terre deux fois promise, trois fois sainte ». A elle seule, cette équation suffit à expliquer pourquoi la Palestine dont le sous-sol recèle peu de richesses naturelles, suscite tant de convoitises et déchaîne tant de passions. Berceau des religions du Livre, carrefour entre l' Orient et l' Occident, la paix n' y dépend pas seulement du résultat de l' élection d' un président d' une autorité qui n' aurait plus d' autorité que sur les ruines d' un non-état comme il laisse souvent paraître à la presse. Il convient dès lors de s' interroger sur les véritables enjeux du règlement du conflit israélo-palestinien qui laissent, depuis quelques années, la communauté internationale indifférente à l' exception de rares réactions ambiguës ou timorées dans le meilleur des cas.

Jérusalem, la ville sacrée, cristallise le conflit depuis des décennies. Pour les juifs du monde entier, Jérusalem est la capitale « une et indivisible » du « Grand Israël » auquel ils aspirent depuis toujours. La prière « l' an prochain à Jérusalem » rappelle cette soif inextinguible d' un retour à la terre promise comme pour prendre une revanche contre l' histoire qui a fait du peuple juif, le peuple élu, un peuple martyr, un peuple coupé de ses racines, de son patrimoine historique. Cependant, ce peuple n' a jamais abandonné cette ferveur qui lui a permis de concrétiser son rêve de toujours : la création d' un Etat juif en Palestine. Mais c' est précisément cette même ferveur qui, aujourd' hui, est une entrave à la paix : tout compromis sur Jérusalem équivaldrait à renier les enseignements d' Auschwitz pour beaucoup d' entre eux. Quant aux palestiniens, peuple délogé, nation sans état, Jérusalem est pour eux le second lieu de pèlerinage après La Mecque. Ils y sont viscéralement attachés. Pourtant, en 1947, lorsque l' assemblée générale des nations unies a voté le plan de partage de la Palestine, Jérusalem fut placée sous un régime international garantissant à chacun le libre accès aux lieux de culte. C' est en effet en 1967, pendant la guerre de six jours, que l' armée israélienne s' est emparé de la totalité de Jérusalem (entre autres). Plus tard de multiples accords garantiront la création d' un état palestinien avec pour capitale Jérusalem-Est. Cependant, les implantations israéliennes à Jérusalem-Est sont nombreuses et des quartiers sont coupés par les colonies et la ligne verte (la ligne de démarcation tracée après la guerre de 1967) s' estompe de plus en plus le long des murs de la vieille ville en raison des nombreux travaux d' infrastructure entrepris par les autorités israéliennes au bénéfice des populations juives. De plus, aujourd' hui, 54% des terres de Jérusalem sont classées parmi les « espaces verts », il est donc interdit pour les palestiniens d' y construire, c' est pourtant sur ces mêmes espaces que les colonies ont été bâties et élargies. Israël a recours à des restrictions économiques étouffantes pour les palestiniens. Pourtant, grand nombre de facteurs pourraient pousser Israël à se retirer de Jérusalem-Est. L' occupation ne peut qu' accroître la motivation des palestiniens à frapper Israël. Qui plus est, l' explosion démographique palestinienne laisse à penser que d' ici 2020 les juifs ne représenteraient plus que 62% de la population de Jérusalem, ce qui pourrait remettre en cause leur souveraineté. Enfin, Jérusalem-Est est une ville particulièrement pauvre, il faudrait donc que l' Etat israélien dépense des millions pour y faire remonter le niveau de vie. Le retrait israélien de Jérusalem-Est serait donc une condition à la paix mais il faudrait pour cela que palestiniens et israéliens parviennent à oublier les motifs de leurs passions exacerbées.

Le problème de Jérusalem qui déchaîne les passions n' est qu' un exemple de la situation pour le moins pessimiste qui s' étend à l' échelle du « territoire palestinien ». Après les ~~accords israélo-arabes et notamment celui de 1967, les résolutions des Nations Unies assignent~~ une Palestine constituée de la Cisjordanie étirée au Sud et au Nord de Jérusalem et de la bande de Gaza. Néanmoins, la Palestine n' est aujourd' hui qu' une série de tâches que constituent

les zones A (palestiniennes : 4% de la superficie totale de la Cisjordanie et de la bande de Gaza), les zones B (sous contrôle israélo-palestinien :24% de la Cisjordanie et de la bande de Gaza) et les zones C (sous contrôle total israélien : 72% de la Cisjordanie et de la bande de Gaza). De plus, des colonies israéliennes sont disséminées sur ce territoire. Ces colonies considérées comme « légitimes » par les israéliens et « illégales » par les palestiniens sont elles aussi au cœur des passions. Les colons israéliens, souvent des juifs ultra-orthodoxes radicaux, possèdent des implantations agricoles, des kibboutz, quelque fois depuis plusieurs générations comme dans la bande de Gaza où 8200 colons habitent 21 colonies représentant 33% du territoire et utilisent 70% des ressources en eau. La première colonie fut créée en 1970 en totale contradiction avec le droit international. Depuis, les palestiniens, souvent des jeunes aux rêves brisés endoctrinés dans des groupes islamistes radicaux, multiplient les attaques, et les attentats dans les colonies juives

L'existence des colonies israéliennes en territoire palestinien est incontestablement la principale entrave à la paix. Elle est d'ailleurs le motif du déclenchement de la première Intifada en 1987 les palestiniens étant opprimés visent à obtenir l'appui de l'opinion internationale en affrontant les chars de Tsahal avec des pierres. De plus, l'occupation israélienne dans les territoires palestiniens a valu le développement d'une thèse d'intellectuels étrangers selon laquelle la colonisation de la Palestine à partir du début du XX<sup>ème</sup> siècle par les juifs irait dans une logique d'Apartheid. Ariel Sharon, le premier ministre israélien, qui avait lancé en 1979 une opération massive de colonisation lorsqu'il était directeur du comité gouvernemental des implantations, semble avoir mesuré l'enjeu d'un désengagement des colonies. Il est parvenu à mettre en place une coalition d'union entre son



colonies israéliennes et environ 290 000 palestiniens, 70 000 d'entre eux n'ayant officiellement pas le droit de résidence en Israël et donc pas le droit de voyager ou de bénéficier des services sociaux israéliens alors même qu'Israël leur a supprimé tout moyen d'existence en Cisjordanie. Les palestiniens sont asphyxiés, soumis à des interdictions arbitraires de traverser les check-points, seules issues à leur prison de béton vers leurs champs etc... Le problème de l'eau étant déjà une pierre d'achoppement permanente entre israéliens et palestiniens à cause de l'aridité du climat et de la nationalisation israélienne des terres et donc des réserves en eau (denrée rare dans la région), la situation ne fait que s'aggraver avec la construction du mur. Et c'est toute l'économie déjà ruinée par la guerre qui en souffre, ce qui nuit à la viabilité d'un futur état palestinien.

La disparition du président palestinien Yasser Arafat est présentée tant par Israël que par l'administration Bush « comme un tournant historique » insinuant par là que sans Yasser Arafat la paix est désormais possible. Mais les conditions pour la paix ne se limitent pas à la mort d'un vieillard assigné à résidence qui n'avait plus aucune autorité dans son non-état. Il faudrait tout d'abord que se fasse dans l'esprit de chaque peuple « un déblocage psychologique » qui consisterait à cesser de considérer ce qu'il a donné comme la limite du sacrifice possible et à adapter ses désirs à la réalité plutôt que de vouloir adapter la réalité à ses désirs. Si la communauté internationale semble s'être unifiée derrière le « quartette » et sa proposition d'une reprise des négociations, elle n'a guère réfléchi au type d'état palestinien, qui à ce moment là, restera négociable. Pour que les négociations aient une chance de reprendre et de progresser, la communauté internationale doit non seulement imposer un gel de la colonisation, mais aussi mettre en œuvre des mesures pour encourager le départ des colons des territoires occupés. Si les négociations de paix traiteront de beaucoup de dossiers, ceux du statut de la ville sainte négligée par les accords d'Oslo, des colonies et de la construction du mur représentent un risque réel pour la paix dans la région et, plus précisément, pour toute perspective de coexistence entre deux états indépendants et viables. La communauté internationale peut-elle reprendre en main ce dossier longtemps délaissé et imposer une solution de compromis qui accommoderait israéliens et palestiniens ou est-il déjà trop tard ?

